

CAPN de Titularisation des inspecteurs stagiaires Promotion 2017/2018

Monsieur le Président,

Concernant l'organisation et le déroulement de la prochaine scolarité :

Au delà de la possibilité ou non de rendre cette scolarité en temps et en heures, les enseignants et les OS s'interrogent sur l'organisation et la faisabilité de cette future scolarité.

L'intersyndicale vous a déjà alerté sur le mal être de plus en plus croissant des enseignants et sur la nécessité de repousser l'entrée en vigueur de cette scolarité.

Ce n'est pas aux enseignants à supporter les conséquences des décisions tardives qui peuvent générer des risques psycho sociaux.

Le fort risque d'échec de cette scolarité, dénoncé par l'intersyndicale, est de nature à remettre en cause la réputation de notre école pour l'avenir.

Les services ne resteront pas longtemps dupes d'un tel désengagement en recevant des stagiaires moins bien formés.

Cet échec programmé/prévisible met également en péril l'organisation, la réputation et donc peut être même la pérennité de L'ENFIP.

Nous vous demandons donc de repousser l'entrée en vigueur de cette scolarité et d'engager de véritables discussions avec toutes les parties sur un nouveau projet.

Petit Rappel : la mise en place des scolarités fusionnées a nécessité 3 ans de travaux, de rencontres entre la Direction Générale et les OS, bref 3 ans de véritable dialogue social.

Concernant l'accueil des futurs stagiaires

Certains nous ont d'ores et déjà fait part de leurs interrogations.

- ▶ Ils nous ont appris que potentiellement certains stagiaires pourraient changer d'établissement en cours de scolarité. Est ce exact ?
- ▶ Pouvez-vous apporter des précisions sur les modalités du contrôle des connaissances ?
- ▶ Comment se fera la saisie des vœux dans SIRHIUS en septembre 2018 ?

Combien de postes leur seront proposés, y aura-t-il des départements fermés ?

Comment se déroulera l'accompagnement social des stagiaires ? Au vu du nombre de stagiaires, notamment sur Clermont-Ferrand, y aura-t-il suffisamment de places dans les écoles et les crèches pour les enfants des stagiaires ?

Quid de leur fin de scolarité pendant le stage pratique probatoire du parent stagiaire puisqu'il devra le faire sur sa résidence d'affectation ? Y aura-t-il des dérogations possible pour permettre aux enfants de terminer leur scolarité dans de bonnes conditions ?

Comment se fera la répartition des indemnités de scolarité pendant cette formation ?

SYNDICAT NATIONAL CGT FINANCES PUBLIQUES :

Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex - www.financespubliques.cgt.fr -

✉ : cgtfinancespubliques.bn@dgfip.finances.gouv.fr - ☎ : 01.55.82.80.80 - 📠 : 01.48.70.71.63

Suivez-nous sur facebook ou twitter : 📺 : @cgt_finpub (Syndicat National CGT Finances Publiques) 📺 : @cgt_finpub (CGT Finances Publiques)

Concernant la CAPN d'aujourd'hui,

A savoir celle de titularisation de la promotion 2017-2018 des inspecteurs des Finances Publiques :

Cette promotion était composée de 407 stagiaires. Sept d'entre eux ont interrompu leur scolarité.

Sur les 400 stagiaires restant, 326 sont généralistes, 26 analystes, 27 cadastres et 21 PSE.

Concernant les épreuves, la moyenne générale s'élève à 13,46/20.

Concernant le contenu de la CAPN titularisation des inspecteurs stagiaires

Elle est chargée d'émettre un avis sur les suites susceptibles d'être envisagées en ce qui concerne les inspecteurs stagiaires qui n'ont pas satisfait au cycle d'enseignement professionnel en n'ayant pas atteint la moyenne générale de 10/20 après prise en considération éventuelle de la note obtenue à l'épreuve de rattrapage.

Ainsi, trois cas vont être examinés dans cette instance :

- ▶ deux pour lequel le reversement en catégorie B est proposé par la structure d'écoute ;
- ▶ un pour lequel le redoublement est proposé.

Concernant le contexte de politique général

Pour la grande majorité des Français, la politique de destruction des acquis sociaux par le gouvernement est mortifère : casse du Code du Travail, inversion de la hiérarchie des normes, remise en cause des régimes spéciaux et du système de retraite par répartition, attaque en règle contre la sécurité sociale et les hôpitaux, privatisation des dernières entreprises publiques.

Dans cette logique, il a été décidé de liquider la SNCF : ouverture à la concurrence, privatisation, fermetures de lignes et remise en cause du statut des cheminots sont programmées.

La Fonction Publique est aussi dans le collimateur et la DGFIP n'y échappe pas.

Les annonces récentes en matière de suppressions d'emplois et de restructurations/abandons/externalisations des missions sont des plus alarmantes pour l'administration fiscale, ses missions, ses agents.

Les rencontres bilatérales du 4 mai dernier entre le ministre Darmanin et les organisations syndicales des finances confirment les grandes pistes de réformes précédemment annoncées par le Directeur général : fin de la TH, PAS, fin de la séparation ordonnateur comptable avec la mise en place d'une dizaine d'agences pour les très grandes collectivités et la proposition d'une trésorerie par intercommunalité.

Ces pistes viennent compléter celles du Directeur Général annoncées le 9 mars 2018 :

- ▶ **Fin de la possibilité de payer en numéraire au guichet. Cette responsabilité serait transférée à La Poste, société qui**

propose déjà une prestation commerciale payante d'aide à la télédéclaration pour 50 euros ;

- ▶ **Transferts de missions cadastrales vers l'Institut Géographique National ;**

Domaine : création d'une agence foncière pour gérer les biens atypiques de l'État ;

- ▶ **Sortie des HLM de la comptabilité publique ;**
- ▶ **Menace sur la pérennité des SIP à moyen terme en raison de la mise en place du PAS et de la fin de la TH ;**
- ▶ **Développement de services à compétences supra départementales et créations de directions multi départementales.**
- ▶ **Fin de la publicité foncière (on passerait de 354 SPF à 1 seul par département).**

Tous ces projets ne sont pas encore suffisants pour la Cour des Comptes qui vient de commettre un rapport : « la DGFIP, dix ans après la fusion ».

Elle préconise en effet une transformation accélérée qui ne pourra être obtenue sans changer de méthode et qui doit s'attaquer aux missions, structures et règles de gestion des ressources humaines. En résumé, il faut lever tous les blocages constitués par le périmètre des missions, le manque de développement du numérique, l'inadaptation du réseau, l'absence de mobilité des agents, l'inadéquation des compétences...et " une attitude défensive des agents ".

On doit donc s'attendre à une destruction en règle de la DGFIP à court terme et CAP 2022 sera explosif.

Dans un tel contexte où la Cour des Comptes qualifie la DGFIP de " modèle d'organisation peu lisible " et relaye " les organisations syndicales [qui] se font l'écho du désarroi des agents ne parvenant plus à s'y retrouver... ", quelles perspectives de carrière sont-elles offertes à tous les personnels.

Près de 50 000 postes supplémentaires seront supprimés dans la fonction publique D'État dans les 5 ans. Combien à la DGFIP qui doit toujours être exemplaire ?

Doit-on croire le journal « Les Echos » commentant le rapport du procureur général près de la Cour des Comptes qui préconise un scénario catastrophe de 7500 suppressions par an alors que la DG a déjà largement contribué à réduire les effectifs de l'État avec la suppression de 2000 postes par an en moyenne.

L'inexistence du dialogue social à la DGFIP et la volonté affichée de se moquer des élus dans leur travail de défense des personnels nous a encore une fois décidé à boycotter à la première convocation cette CAPN et nous ne manquons pas de le rappeler aux agents.

Enfin, pour terminer, nous demandons l'appel des six derniers « vilains petits canards » de la liste complémentaire de l'examen professionnel, seuls lauréat des concours d'inspecteur non encore appelés.